

Thème I Fragilités des démocraties, totalitarismes et seconde guerre mondiale (1929 – 1945)

I – L'impact de la crise de 1929

Première partie : question problématisée

1. Quelles sont les conséquences de la crise de 1929 aux États-Unis et dans le monde ?
2. Comment la crise étatsunienne de 1929 est devenue une dépression économique mondiale ?

Deuxième partie : analyse de documents L'analyse des documents constitue le cœur de votre travail et nécessite pour être menée la mobilisation de vos connaissances.

1 - En analysant les documents, vous expliquerez quelles réponses économiques et sociales le Front populaire apporte à la crise de 1929 en France.

Document 1 : Les accords de Matignon, 7 juin 1936.

« Les délégués de la Confédération générale de la production française et de la CGT se sont réunis sous la présidence de Monsieur le Président du Conseil, et ont conclu l'accord ci-après, après arbitrage de Monsieur le Président du Conseil :

Art.1. La délégation patronale admet l'établissement immédiat de contrats collectifs de travail.

Art.2. Ces contrats devront comprendre notamment les articles 3 à 5 ci-après.

Art.3. L'observation des lois s'imposant à tous les citoyens, les employeurs reconnaissent la liberté d'opinion, ainsi que le droit pour les travailleurs d'adhérer librement et d'appartenir à un syndicat professionnel constitué en vertu du livre III du Code du travail. Les employeurs s'engagent à ne pas prendre en considération le fait d'appartenir ou de ne pas appartenir à un syndicat pour arrêter leurs décisions en ce qui concerne l'embauchage, la conduite ou la répartition du travail, les mesures de discipline ou de congédiement [...]

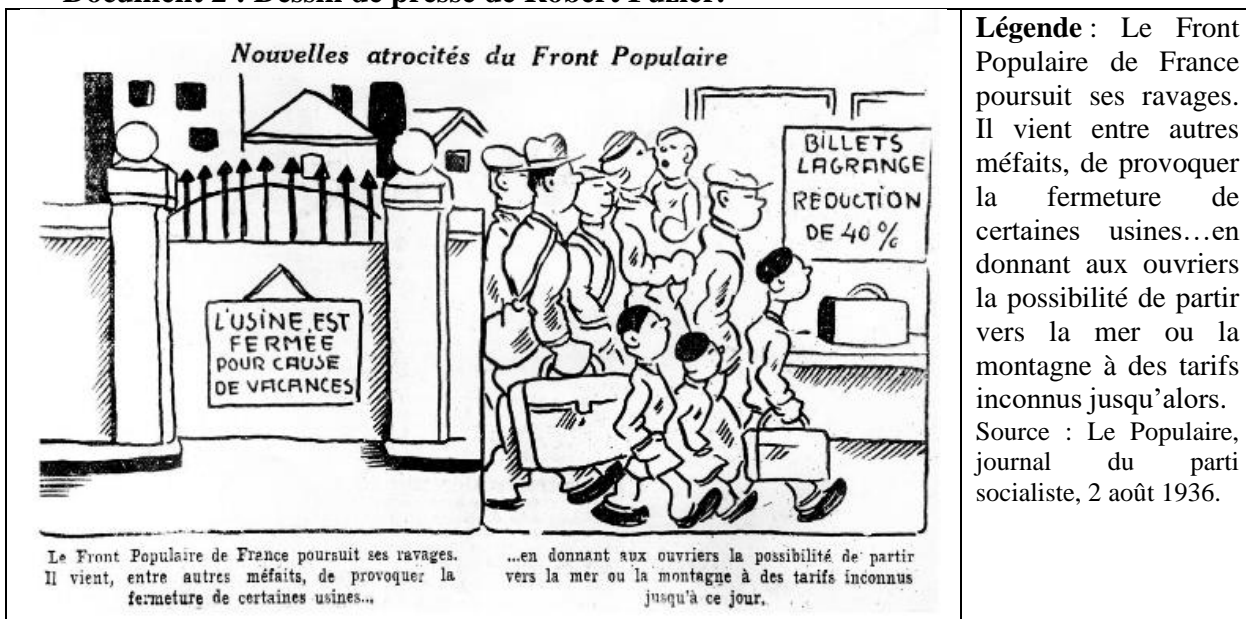
Art.4. Les salaires réels pratiqués pour tous les ouvriers à la date du 25 mai 1936 seront, du jour de la reprise du travail, rajustés suivant une échelle décroissante commençant à 15% pour les salaires les moins élevés pour arriver à 7% pour les salaires les plus élevés, le total des salaires de chaque établissement ne devant, en aucun cas, être augmentés de plus de 12% [...]

Art.5. En dehors des cas particuliers déjà réglés par la loi, dans chaque établissement comprenant plus de dix ouvriers, après accord entre organisations syndicales, ou, à défaut, entre les intéressés, il sera institué deux ou plusieurs délégués ouvriers selon l'importance de l'établissement. Ces délégués ont qualité pour présenter à la direction les réclamations individuelles qui n'auraient pas été directement satisfaites, visant l'application des lois, décrets, règlements du Code du travail, des tarifs de salaires, et des mesures d'hygiène et de sécurité [...]

Art.6. La délégation patronale s'engage à ce qu'il ne soit pris aucune sanction pour faits de grève.

Art.7. La délégation confédérale ouvrière demande aux travailleurs en grève de décider la reprise du travail dès que les directions des établissements auront accepté l'accord général intervenu et dès que les pourparlers relatifs à son application auront été engagés entre les directions et le personnel des établissements ». Cité par Jean Vigreux, Histoire du Front populaire, l'échappée belle, Tallandier 2016.

Document 2 : Dessin de presse de Robert Fuzier.



Légende : Le Front Populaire de France poursuit ses ravages. Il vient entre autres méfaits, de provoquer la fermeture de certaines usines...en donnant aux ouvriers la possibilité de partir vers la mer ou la montagne à des tarifs inconnus jusqu'alors.
Source : Le Populaire, journal du parti socialiste, 2 août 1936.

Le Front Populaire de France poursuit ses ravages. Il vient, entre autres méfaits, de provoquer la fermeture de certaines usines...

...en donnant aux ouvriers la possibilité de partir vers la mer ou la montagne à des tarifs inconnus jusqu'à ce jour.

II – Les régimes totalitaires dans les années 1930

Première partie : question problématisée

Quelles pratiques communes du pouvoir font de l'Italie fasciste et de l'Allemagne national-socialiste des régimes totalitaires ?

Deuxième partie : analyse de documents L'analyse des documents constitue le cœur de votre travail et nécessite pour être menée la mobilisation de vos connaissances.

1 - En analysant les documents, caractérisez le régime soviétique dans les années 1930.

Document 1 : Lettre de Korneev Ivan Mikhaïlovitch, « soldat de l'Armée Rouge, » aux autorités fédérales (mars 1930).

« Je demande, j'exige que ma lettre ne connaisse pas le sort des milliers de lettres qui vous sont envoyées. [...] Recommandation : publier cette lettre avec mes questions et les réponses appropriées dans les journaux centraux. Si vous ne le faites pas, vous serez de misérables trompeurs du peuple travailleur.

Questions : 1/ De quelle dictature peut-on parler aujourd'hui ? De la dictature du prolétariat ou de celle du parti ? Si c'est la dictature du prolétariat, alors pourquoi le parti opprime à ce point la paysannerie, sans tenir compte de la volonté des masses ? 2/ De qui est formé aujourd'hui le parti ? De gens à la conscience propre, bons travailleurs et politiquement conscients ou de fainéants et de hooligans (2) sans aucune conscience politique ? [...] 3/ Si le parti croit vraiment à la viabilité de kolkhozes (3) créés sous le joug (4) du parti, pourquoi se moque-t-on des paysans en leur imposant 25 000 ouvriers chargés de diriger ces kolkhozes ? Alors pourquoi ne pas envoyer autant de paysans diriger les usines ? 4/ Qu'est ce qui est le plus important pour le parti – mettre sur pied des collectifs viables ou en tirer tout ce qu'il peut pour nourrir ses parasites ? Quelle différence y-a-t-il entre le kolkhozien d'aujourd'hui et le serf d'hier ? Je n'en vois qu'une seule : avant on travaillait deux jours pour [le propriétaire terrien] et le troisième pour soi, maintenant ce sera toute l'année pour le parti. Avant au moins, on avait moins faim qu'aujourd'hui, lorsqu'on s'apprête à nous mettre tous sur carte de ravitaillement...

Ne pensez pas que je vous écris cette lettre parce que j'ai personnellement été opprimé. Non je n'ai reçu aucun coup [...] mais je ne veux plus voir souffrir mes frères paysans. Je partage entièrement leur sort, je suis paysan moi-même et je vis dans la même misère qu'eux. Ne croyez surtout pas que parmi les soldats je suis le seul à penser ainsi. Non, des gens comme moi, il y en a plus de 90%, les restants sont de votre bord. Alors je vous donne un conseil, ne comptez pas sur l'armée car elle ne défendra pas les intérêts du parti.

Je vous le redis, ce que j'écris, ce ne sont pas seulement mes mots, ce sont ceux de millions de gens du pays. Korneev, soldat de l'Armée Rouge »

Notes : 1 PCUS ou Parti communiste de l'Union Soviétique, le parti unique. 2 Voyous 3 Coopérative agricole dans laquelle la terre et les moyens de production sont mis en commun et dont l'essentiel de la production est prélevé par les autorités pour approvisionner les villes et financer l'industrialisation. 4 Domination
Source : GARF (Archives d'Etat de la Fédération de Russie) cité par Nicolas Werth. La terreur et le désarroi. Staline et son système.

Document 2 : « Gloire au Grand Staline ». Affiche réalisée par Siricenqo en 1938 à l'occasion de l'anniversaire (59 ans) de Joseph Staline.



Source : Siricenqo, Lithographie, IISH (International Institute of Social History)

2 - En analysant les documents, montrez de quelles manières les régimes totalitaires embrigadent leur société.

Document 1 : Article du journal *Il Popolo d'Italia*.

« Les escadrons d'avions resserrent à présent le cercle de leurs vols, comme s'ils couronnaient dans le ciel cette magnifique union.

La foule se plaît à contempler de ses yeux leur évolution. Le fracas des moteurs s'unit aux sonneries des fanfares et des chants fascistes. Un flot humain a envahi la piazza Venezia à présent. Le son des musiques et des alalà (1) devient assourdissant : le public, entraîné par l'enthousiasme s'unit au chœur immense dominé par le refrain qui invoque le Duce.

Il est presque six heures. La tramontane se fait plus forte, mais qui s'en aperçoit encore ? Les escadrons d'avions ont à présent disparu. Le môle blanc du Vittoriano (2) a pâli dans le crépuscule. Le Palazzo Venezia apparaît flambant rouge et majestueux au milieu d'une mer de fanions et de Chemises noires et de métal luisant.

Mais le flux continue. Le flux interminable remplit la place. Cinquante mille personnes attendent Mussolini, cinquante mille voix l'appellent. [...] Les vétérans de la Grande guerre, les vétérans de la Révolution fasciste, ouvriers, jeunes, squadristes (3), étudiants, hommes de tous âges et de toutes professions : la foule est comme une seule créature aux mille visages et au cœur unique. Mais l'impatience des plus jeunes, des « ragazzi » (4) de Mussolini ajoute quelques notes pittoresques à ce spectacle impressionnant. Chaque squadra veut que son fanion soit tendu le plus près possible du Duce, veut le saluer et l'acclamer de plus près ».

Notes : 1 : Alalà : chant de guerre 2 Vittoriano : surnom donné au monument dédié à Victor Emmanuel II, premier roi de l'Italie unifiée. 3 Squadriste : membre des forces paramilitaires fascistes. 4 Ragazzii : Jeunes hommes.

Source : *Il Popolo d'Italia*, 24 mars 1932, article non-signé, cité dans Emilio Gentile, *La religion fasciste. La sacralisation de la politique dans l'Italie fasciste* (1993).

Document 2. Congrès de Nuremberg, photographie de Hugo Jaeger, 1937.



Note: le parti nazi se réunit chaque année à Nuremberg entre 1933 et 1938. Source : Timepix/The LIFE Picture Collection via Getty Images.

III - 1939-1945 : La Deuxième Guerre mondiale

IV – La France dans la Seconde guerre mondiale

Première partie : question problématisée

Comment peut-on définir le régime de Vichy ?

Deuxième partie : analyse de documents L'analyse des documents constitue le cœur de votre travail et nécessite pour être menée la mobilisation de vos connaissances.

1 - En analysant les documents, vous expliquerez pourquoi et comment le général de Gaulle souhaite continuer la guerre.

Document 1 : L'Appel du 22 juin 1940.

« Le gouvernement français, après avoir demandé l'armistice, connaît, maintenant, les conditions dictées par l'ennemi. Il résulte de ces conditions que les forces françaises de terre, de mer et de l'air seraient entièrement démobilisées, que nos armes seraient livrées, que le territoire français serait totalement occupé et que le gouvernement français tomberait sous la dépendance de l'Allemagne et de l'Italie. On peut donc dire que cet armistice serait non seulement une capitulation mais encore un asservissement.

Or, beaucoup de Français n'acceptent pas la capitulation ni la servitude pour des raisons qui s'appellent l'honneur, le bon sens, l'intérêt supérieur de la patrie.

Je dis l'honneur, car la France s'est engagée à ne déposer les armes que d'accord avec ses alliés. Tant que ses alliés continuent la guerre, son gouvernement n'a pas le droit de se rendre à l'ennemi. Le gouvernement polonais, le gouvernement norvégien, le gouvernement hollandais, le gouvernement belge, le gouvernement luxembourgeois, quoique chassés de leur territoire, ont compris ainsi leur devoir. Je dis le bon sens, car il est absurde de considérer la lutte comme perdue.

Oui, nous avons subi une grande défaite. Un système militaire mauvais, les fautes commises dans la conduite des opérations, l'esprit d'abandon du gouvernement pendant ces derniers combats nous ont fait perdre la bataille de France. Mais il nous reste un vaste empire, une flotte intacte, beaucoup d'or. Il nous reste des alliés dont les ressources sont immenses, et qui dominent les mers. Il nous reste les gigantesques possibilités de l'industrie américaine. Les mêmes conditions de la guerre qui nous ont fait battre par cinq mille avions et six mille chars peuvent nous donner, demain, la victoire par vingt mille chars et vingt mille avions. Je dis l'intérêt supérieur de la patrie car cette guerre n'est pas une guerre franco-allemande, qu'une bataille puisse décider. Cette guerre est une guerre mondiale. Nul ne peut prévoir si les peuples qui sont neutres, aujourd'hui, le resteront demain. Même les alliés de l'Allemagne resteront-ils toujours ses alliés ?

Si les forces de la liberté triomphent finalement de celles de la servitude, quel serait le destin d'une France qui se serait soumise à l'ennemi ? L'honneur, le bon sens, l'intérêt supérieur de la patrie commandent à tous les Français libres de continuer le combat là où ils seront et comme ils pourront. Il est, par conséquent, nécessaire de grouper partout où cela se peut une force française aussi grande que possible. Tout ce qui peut être réuni en fait d'éléments militaires français et de capacité française de production d'armement doit être organisé partout où il y en a.

Moi, général de Gaulle, j'entreprends ici, en Angleterre, cette tâche nationale. J'invite tous les militaires français des armées de terre, de mer et de l'air, j'invite les ingénieurs et les ouvriers français spécialistes de l'armement, qui se trouvent en territoire britannique ou qui pourraient y parvenir, à se réunir à moi. J'invite les chefs, les soldats, les marins, les aviateurs des forces françaises de terre, de mer, de l'air, où qu'ils trouvent actuellement, à se mettre en rapport avec moi. J'invite tous les Français qui veulent rester libres à m'écouter et à me suivre. Vive la France libre dans l'honneur et dans l'indépendance ! »

Source : Appel radiodiffusé de Charles de Gaulle à la BBC le 22 juin 1940, conservé aux archives sonores de la BBC ainsi qu'à la phonothèque de l'Institut national de l'audiovisuel.

Document 2 : Photographie de la cérémonie du 14 juillet 1940 à Londres, défilé de la 14^e DBMLE (Demi-brigade de marche de la Légion étrangère).



Source : photographie ffl-5345. ECPAD

Thème II Multiplication des acteurs internationaux dans un monde bipolaire (1945 – début des années 1970)

I – La fin de la seconde guerre mondiale et les débuts d'un nouvel ordre international

Deuxième partie : analyse de documents L'analyse des documents constitue le cœur de votre travail et nécessite pour être menée la mobilisation de vos connaissances.

En analysant les documents, montrez que l'Europe est le théâtre du nouvel ordre mondial qui se met en place au sortir de la guerre.

Document 1 : extrait du discours de Fulton (5 mars 1946), extraits

Le 5 mars 1946, Winston Churchill prononce ce discours au Westminster College de Fulton (Missouri), en présence du président des États-Unis, Harry Truman.

Notre tâche et notre devoir suprêmes exigent que nous préservions les foyers des gens humbles des horreurs et des misères d'une nouvelle guerre. Nous sommes tous d'accord là-dessus. Une organisation mondiale a déjà été instaurée, dont la mission première est d'empêcher la guerre. L'ONU, qui succède à la Société des Nations, avec l'adhésion déterminante des États-Unis et tout ce que cela implique, a déjà commencé à travailler. [...]

J'en arrive maintenant au second danger qui menace les maisons, les foyers et les gens humbles, à savoir la tyrannie. Nous ne pouvons fermer les yeux devant le fait que les libertés dont jouit chaque citoyen partout aux États-Unis et partout dans l'Empire britannique n'existent pas dans un nombre considérable de pays, dont certains sont très puissants. Dans ces États un contrôle est imposé à tout le monde par différentes sortes d'administrations policière toutes puissantes. Le pouvoir de l'État est exercé sans restriction, soit par des dictateurs, soit par des oligarchies compactes qui agissent par l'entremise d'un parti privilégié et d'une police politique.

Une ombre est tombée sur les scènes qui avaient été si clairement illuminées récemment par la victoire des Alliés. Personne ne sait ce que la Russie soviétique et son organisation communiste internationale ont l'intention de faire dans l'avenir immédiat, ni où sont les limites, s'il en existe, de leurs tendances expansionnistes et de leur prosélytisme. J'éprouve une profonde admiration et un grand respect pour le vaillant peuple russe et pour mon camarade de combat, le maréchal Staline. [...]

Nous accueillons la Russie à sa place légitime au milieu des nations dirigeantes du monde. [...] Il est toutefois de mon devoir, car je suis sûr que vous souhaitez que je vous expose les faits tels que je les vois, de rappeler devant vous certains faits concernant la situation présente en Europe.

De Stettin dans la Baltique jusqu'à Trieste dans l'Adriatique, un rideau de fer est descendu à travers le continent. Derrière cette ligne se trouvent toutes les capitales des anciens États de l'Europe centrale et orientale. Varsovie, Berlin, Prague, Vienne, Budapest, Belgrade, Bucarest et Sofia, toutes ces villes célèbres et les populations qui les entourent se trouvent dans ce que je dois appeler la sphère soviétique, et toutes sont soumises, sous une forme ou sous une autre, non seulement à l'influence soviétique, mais aussi à un degré très élevé et, dans beaucoup de cas, à un degré croissant, au contrôle de Moscou. [...] Des gouvernements policiers dominent dans presque tous les cas et, jusqu'à présent, à l'exception de la Tchécoslovaquie, il n'y a pas de vraie démocratie. Sources : Digithèque MJP (matériaux juridiques et politiques) sur le site de l'université de Perpignan

Document 2 : Caricature américaine du blocus de Berlin, juin 1948.



Note : les trois drapeaux sont les drapeaux britannique, américain et français. Source : Caricature américaine de Dick Fitzpatrick, Saint Louis Post Dispatch, juin 1948.

II – Bipolarisation et émergence du tiers monde (1948 – 1975)

Première partie : question problématisée

1. La situation internationale permet-elle de parler de monde bipolaire à partir des années 1960 ?
2. Comment l'émergence du tiers-monde transforme-t-elle les relations internationales nées de la Guerre froide ?

Deuxième partie : analyse de documents

En analysant les documents, vous montrerez comment la Chine entend contester l'ordre mondial et affirmer sa puissance.

Document 1 : affiche de l'Imprimerie populaire de Shanghai, janvier 1971.



Traduction : Les peuples du monde entier uni. A bas les impérialistes américains. A bas les révisionnistes soviétiques. A bas les contre-révolutionnaires Source : Exposition l'Affiche chinoise (1921-2001) au musée d'arts décoratifs de Paris (2002-2003)

Document 2 : Discours de Zhou Enlai, 1955 (extrait)

C'est la première fois dans l'histoire que tant de pays d'Afrique et d'Asie se réunissent pour une telle conférence. Ces deux continents comptent la plus grande part des habitants de la planète. [...] Nos souffrances et nos luttes sont les mêmes et bien que différents, nos peuples d'Asie et d'Afrique se comprennent facilement et sont solidement solidaires depuis ces temps. [...] En Chine depuis que notre peuple a repris possession de son pays, la destruction des héritages de la société coloniale ainsi que la conversion de notre pays en une puissance industrielle sont engagées.

Sur les cinq dernières années, alors que nous avons récupéré une économie nationale dévastée par les guerres, nous avons engagé en 1953 le premier plan quinquennal de reconstruction économique. Grâce à ces efforts, le volume de production de nos principaux secteurs économiques comme la sidérurgie, le textile et les céréales ont connu une croissance historique. [...] Nous avons réussi à nous opposer au colonialisme, à sauvegarder la paix mondiale et à encourager la coopération politique, économique et culturelle parce que nous autres, peuples des pays d'Afrique et d'Asie, nous avons en commun le même sort et les mêmes désirs.

Pour la même raison, je désire déclarer une fois encore que le peuple chinois apporte toute sa sympathie et son appui à la lutte [...] que livrent tous les peuples d'Asie et d'Afrique pour secouer le joug du colonialisme. Discours de Zhou Enlai, ministre chinois des Affaires étrangères, à la conférence de Bandung, 1955.

Source : Discours de Zhou Enlai, ministre chinois des Affaires étrangères, à la conférence de Bandung, 1955.

3 - En analysant les documents, vous montrerez comment la décolonisation permet l'affirmation de nouveaux acteurs sur la scène internationale.

Document 1 : Planisphère : le monde pendant la Guerre froide



Source : d'après Pierre GROSSER, « La Guerre froide », Documentation photographique n°8055 2007

Document 2 : extraits du discours d'ouverture de Sukarno à la conférence de Bandung, 18 avril 1955

Vos Excellences, Mesdames et Messieurs, Chers Frères et Sœurs,

C'est pour moi un grand honneur et un privilège en ce jour historique de vous souhaiter la bienvenue en Indonésie [...]. Il s'agit de la première conférence intercontinentale réunissant des peuples de couleur dans l'histoire de l'humanité! Je suis fier que mon pays soit votre hôte. Je suis heureux que vous ayez pu accepter les invitations adressées par les cinq pays organisateurs. Mais, en même temps, je ne peux réfréner un sentiment de tristesse à la mémoire des tourments que bon nombre de nos peuples ont endurés dernièrement, tourments qui ont eu des effets dévastateurs sur leur vie, leurs biens matériels et leurs valeurs spirituelles.

Je reconnais que nous sommes rassemblés ici aujourd'hui, suite à des sacrifices. Sacrifices que nos aïeux ont faits, mais aussi les gens de notre propre génération et les jeunes générations. [...] C'est un nouveau départ dans l'histoire du monde que les dirigeants des peuples d'Asie et d'Afrique puissent se réunir dans leurs propres pays pour discuter et débattre de questions d'intérêt commun. [...] Aujourd'hui, le contraste est frappant. Nos nations et nos pays ne sont plus des colonies. Nous sommes désormais libres, souverains et indépendants. [...]

Certaines parties besognent encore à coups de fouet. Et d'autres parties d'Asie et d'Afrique non représentées ici souffrent encore de cette même condition. Oui, certaines parties de nos nations ne sont pas encore libres. C'est la raison pour laquelle certains d'entre nous ne peuvent pas encore percevoir la fin de ce périple. [...] On nous dit souvent « Le colonialisme est mort ». Ne nous laissons pas duper ou même apaiser par ces propos. Je vous l'affirme, le colonialisme n'est pas encore mort. [...]

Regardez, les peuples d'Asie ont élevé leurs voix et le monde les a écoutés. Ce ne fut pas une modeste victoire et ce fut un précédent non négligeable ! Les cinq premiers ministres n'ont pas fait de menaces. Ils n'ont pas lancé d'ultimatums, ils n'ont pas mobilisé de troupes. Au lieu de cela, ils se sont consultés, ont débattu des différentes questions, ont mis en commun leurs idées, chacun apportant son savoir-faire politique propre, puis ont fait des suggestions judicieuses et réfléchies qui ont constitué la base du règlement de ce long conflit qui déchirait l'Indochine. [...]

Et pourtant, nous nous connaissons si peu ! Si cette conférence parvient à faire en sorte que les peuples de l'Est, dont les représentants sont réunis ici, se connaissent un peu mieux les uns et les autres, s'apprécient un peu plus, sympathisent un peu plus avec les problèmes des autres – si tout ceci se produit, alors cette conférence aura bien entendu une utilité, indépendamment de ce à quoi d'autre elle pourrait aboutir. »

Note : Sukarno est le premier président de l'Indonésie. Source : Discours disponible en ligne sur le site du Centre Virtuel de la Connaissance sur l'Europe de l'Université du Luxembourg.

III – Une nouvelle place de la France dans le monde

Première partie : question problématisée

Comment Charles de Gaulle souhaite-t-il redonner une place importante à la France sur la scène internationale ?

Deuxième partie : analyse de documents

En analysant les documents, vous montrerez que la vision de la construction européenne du Général de Gaulle s'inscrit dans un projet d'indépendance et de restauration de la puissance de la France dans le monde.

Document 1 : extrait de la conférence de presse du Général de Gaulle, Président de la République, le 5 septembre 1960

Question : Monsieur le Président, pourriez-vous nous éclairer sur les projets de coopération européenne que vous avez récemment exposés aux dirigeants allemands, néerlandais et italiens [...] ?

Réponse : Construire l'Europe, c'est-à-dire l'unir, c'est évidemment quelque chose d'essentiel. Il est banal de le dire, pourquoi faudrait-il que ce grand foyer de la civilisation, de la force, de la raison, de la prospérité, étouffe sous sa propre cendre ?

Seulement, dans un pareil domaine, il faut procéder, non pas suivant des rêves, mais d'après des réalités. Or, quelles sont les réalités de l'Europe ? Quels sont les piliers sur lesquels on peut la bâtir ? En vérité, ce sont des États qui sont, certes, très différents les uns des autres, qui ont chacun son âme à soi, son Histoire à soi, sa langue à soi, ses malheurs, ses gloires, ses ambitions à soi, mais des États qui sont les seules entités qui aient le droit d'ordonner et l'autorité pour agir. Se figurer qu'on peut bâtir quelque chose qui soit efficace pour l'action et qui soit approuvé par les peuples en dehors et au-dessus des États, c'est une chimère. Assurément, en attendant qu'on ait pris corps à corps et dans son ensemble le problème de l'Europe, il est vrai qu'on a pu instituer certains organismes plus ou moins extranationaux. Ces organismes ont leur valeur technique, mais ils n'ont pas, ils ne peuvent pas avoir, d'autorité et, par conséquent, d'efficacité politique. Tant qu'il ne se passe rien de grave, ils fonctionnent sans beaucoup d'histoires, mais dès qu'il apparaît une circonstance dramatique, un grand problème à résoudre, on s'aperçoit, à ce moment-là, que telle «Haute autorité» n'en a pas sur les diverses catégories nationales et que seuls les États en ont. C'est ce qu'on a vérifié il n'y a pas très longtemps à propos de la crise du charbon et c'est ce que l'on constate à propos du Marché commun quand se posent les problèmes des produits agricoles, des concours économiques à fournir aux États africains ou des rapports entre le Marché commun et la zone de libre-échange.

Encore une fois, il est tout naturel que les États de l'Europe aient à leur disposition des organismes spécialisés pour les problèmes qui leur sont communs, pour préparer et au besoin pour suivre leurs décisions, mais ces décisions leur appartiennent. Elles ne peuvent appartenir qu'à eux et ils ne peuvent les prendre que par coopération.

Source : Discours disponible en ligne sur le site du Centre Virtuel de la Connaissance sur l'Europe de l'Université du Luxembourg

Document 2 : caricature anglaise sur les conditions pour l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun



« Mon cher Pompidou cette liste est trop courte. Ils pourraient bien l'accepter ».

Conditions de l'entrée de la Grande Bretagne dans le Marché Commun

Traduction

1. La Grande-Bretagne annule les accords avec les États-Unis
2. S'assoit du côté du Vietcong contre L-B-J (président Johnson)
3. Abandonne le Commonwealth
4. Substitue le Franc à la Livre
5. Abolit l'anglais pour ne parler que le français
6. Conduit à droite
7. Érige 5 000 statues de De Gaulle
8. Démolit la colonne Nelson
9. Débaptise la gare de Waterloo en gare « Jeanne d'Arc »
10. Rend obligatoire la lecture des pensées de De Gaulle
11. Adopte le système téléphonique français
12. Paye des impôts au Trésor Public français
13. Arbore le drapeau tricolore à la place de l'Union Jack
14. Paye une compensation pour la bataille d'Azincourt

Source : Caricature de Cummings, dessinateur britannique In MICHEL M-L

Thème III Les remises en cause économiques politiques et sociales des années 1970 à 1991

I – Modification des grands équilibres économiques et politiques mondiaux

Première partie : question problématisée

Quelles ruptures économiques et politiques majeures se produisent entre 1970 et 1991 ?
Comment expliquer la disparition de l'URSS ?

Deuxième partie : analyse de documents

1 - En analysant les documents, vous expliquerez comment le modèle libéral se diffuse dans les pays développés dans les années 1980.

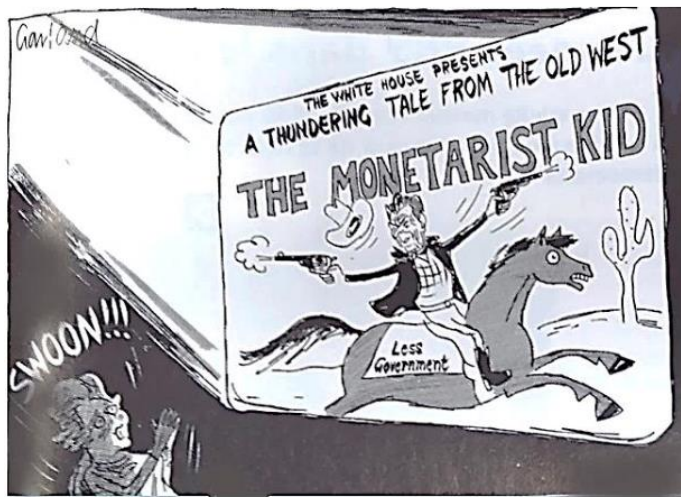
Document 1 : Extrait d'un discours prononcé par Margaret Thatcher sur l'économie de l'Europe, 20 septembre 1988.

« La leçon de l'histoire économique de l'Europe des années 1970 et 1980 est que la planification centrale ne marche pas, contrairement à l'effort et à l'initiative personnels. Qu'une économie dirigée par l'État est une recette de croissance lente, et que la libre entreprise dans le cadre du droit donne de meilleurs résultats.

L'objectif d'une Europe ouverte à l'entreprise est la force motrice de la création d'un Marché unique européen d'ici à 1992. C'est en nous débarrassant des barrières et en donnant aux entreprises la possibilité d'opérer à l'échelle européenne que nous pourrons le mieux concurrencer les États-Unis, le Japon et les autres puissances économiques qui naissent en Asie et ailleurs. Cela signifie agir pour libérer les marchés, élargir les choix, réduire l'intervention gouvernementale et donc entraîner une plus grande convergence économique. Notre objectif ne doit pas être de fabriquer à partir du centre des règlements toujours plus nombreux et détaillés ; il doit être de déréglementer, d'éliminer les contraintes commerciales, de nous ouvrir. La Grande-Bretagne a montré l'exemple en ouvrant ses marchés aux autres.

Source : « Discours prononcé par Mme Margaret Thatcher, Premier ministre, à l'ouverture de la 39^e année universitaire du Collège de Bruges (Bruges, 20 septembre 1988) », disponible sur le site Centre Virtuel de la Connaissance sur l'Europe de l'Université du Luxembourg.

Document 2 : dessin de presse de Nicholas Garland sur les politiques économiques menées au Royaume-Uni et aux États-Unis, Daily Telegraph, 21 janvier 1988.



- Traduction du texte projeté sur l'écran : « La Maison-Blanche présente : un conte haletant du Far West : Le Gamin monétariste (The Monetarist Kid renvoie à Billy The Kid, célèbre hors-la-loi du Far West). » Sur la selle du cheval monté par Ronald Reagan, président des États-Unis : « Moins de gouvernement ».

- Le « monétarisme » désigne une théorie défendue par l'économiste Milton Friedman selon laquelle le gouvernement doit se concentrer sur l'encadrement de la monnaie afin de limiter l'inflation, mais ne pas intervenir par ailleurs dans l'économie.

- En bas à gauche, Margaret Thatcher, Première ministre du Royaume-Uni depuis 1979 : « Je me pâme d'admiration !!! »

Source : Dessin de Nicholas Garland publié dans le Daily Telegraph, 21 janvier 1981

2 - En analysant les documents suivants, vous montrerez que l'année 1989 a constitué un tournant.

Document 1 : Extraits de l'allocution de François Mitterrand, président de la République française, devant le Parlement européen à Strasbourg, le 22 novembre 1989.

« Le 9 novembre, à Berlin, l'histoire en marche offrait au monde le spectacle improbable la veille encore, d'une brèche dans le mur, qui à lui seul signifiait depuis près de 30 ans, les déchirures de notre continent. Ce jour-là la démocratie et la liberté inséparables l'une de l'autre remportaient, je le crois, une de leurs plus belles, une de leurs plus sensibles victoires. Le peuple avait bougé. Le peuple avait parlé et sa voix passait les frontières, brisait le silence d'un ordre qu'il n'avait pas voulu, qui lui était imposé et qu'il aspirait sans doute à renier pour redevenir lui-même.

Aussi, je suis heureux de pouvoir exprimer ici devant le Chancelier Kohl (1), devant les représentants des peuples des douze États membres de la Communauté, l'émotion profonde que nous avons ressentie en ces graves moments. Émotion dont il est inutile de faire un long commentaire, tant c'est une histoire intérieure à chacun d'entre nous, l'histoire intérieure vécue, en même temps qu'un formidable mouvement collectif dont nous avons été fiers, je crois, d'être partie prenante.

Si l'on s'en tient aux événements de ces derniers temps, Pologne, Hongrie, mouvement voulu et encouragé en Union soviétique, et nous ne soulignerons jamais assez le rôle rempli en cette circonstance par M. Gorbatchev. Voilà un homme qui se situe certainement dans la logique de sa pensée et de son histoire, l'histoire de son pays mais qui a compris qu'il fallait passer à de nouvelles façons de faire et que son pays comme les autres devait accepter maintenant ces forces dominantes dans la société des hommes qui sont, répétons-le, après tout, cela fait plaisir : la démocratie et puis la liberté. »

Note 1 Helmut Kohl est alors chancelier de la République Fédérale d'Allemagne.

Source : François Mitterrand, allocution sur les réformes démocratiques en Europe de l'Est, Strasbourg, 22 novembre 1989, site : <https://www.cvce.eu>.

Document 2 : Photographie de la « Déesse de la démocratie », statue en polystyrène et en plâtre au milieu de manifestants sur la place Tiananmen, le 28 mai 1989.



Source : Stuart Franklin, agence Magnum, 28 mai 1989.

II – Le tournant politique, social et culturel de la France de 1974 à 1988

Première partie : question problématisée

Pourquoi la période qui s'étend de 1974 à 1988 est-elle considérée comme un moment de forte transformation de la société française ?

Comment le libéralisme économique et culturel transforme en profondeur la France (1974-1988) ?

Deuxième partie : analyse de documents. L'analyse des documents constitue le cœur de votre travail et nécessite pour être menée la mobilisation de vos connaissances.

1 - En analysant le document, vous évalueriez l'œuvre modernisatrice de Valéry Giscard d'Estaing.

Document : éditorial du journal Le Monde du 1^{er} janvier 1975

On n'a pas, en 1974, modifié le numéro de la République comme en 1946 ou en 1958. Les institutions, la Constitution, les lois de l'État, les principes et les grandes orientations de l'action du pouvoir, ses méthodes mêmes et surtout le personnel en place, à commencer par les élus, rien n'a changé. [...] Et cependant, s'il est un millésime qui risque de servir longtemps de date de référence, c'est bien celui-là. Car en 1974 une page a été tournée, une étape de seize années de la vie nationale s'est achevée. Il semble bien qu'on vienne tout simplement d'assister à la fin du gaullisme.

Il [Valéry Giscard d'Estaing] marque très vite qu'il n'entend nullement être le gardien de l'héritage, mais veut au contraire transformer et rajeunir la Ve République. La nomination de trois, et bientôt quatre femmes à la tête de ministères ou secrétariats d'État, les nouvelles dénominations ou responsabilités de plusieurs départements – qualité de la vie, condition féminine, action sociale ou travailleurs immigrés – tous ces choix, dont certains étonnent, expriment une volonté d'innovation, de rupture avec les vieilles habitudes. [...]

Les successifs plans de lutte contre l'inflation ou de « refroidissement » s'accompagnent de mesures sociales parfois hardies – garanties pour la perte ou la recherche d'un emploi, relèvement rapide du minimum vieillesse, promesse d'extension de la Sécurité sociale à tous les Français, etc. – que la gauche ne désavouerait pas. Et voilà plus sérieux : la majorité non seulement électorale, mais civile, abaissée à dix-huit ans, la loi sur la contraception, la libéralisation de l'avortement entreprise, et cette fois votée, grâce à l'obstination et au savoir-faire du ministre de la Santé, Mme Simone Veil. [...]

Ces révisions, cependant, s'inscrivent sur la toile de fond d'un réveil de l'opinion, et d'un réveil amer. Les nuées qui recouvraient les réalités françaises se dissipent. À la veille de la mort de Georges Pompidou, 76 % des Français se déclaraient, selon les sondages, inquiets pour l'avenir. L'effet euphorisant de la campagne présidentielle avait ramené, au début de l'été, ce taux d'inquiétude à 45 %. À l'automne, la montée du chômage, le rythme de l'inflation, les incertitudes sur l'approvisionnement en énergie, le freinage de l'expansion et de la consommation, réveillaient l'angoisse du lendemain, que ressentaient, fin novembre, 77 % des personnes interrogées. Source : Pierre Viansson-Ponté, « La fin du gaullisme », Le Monde, 1er janvier 1975.

2 - En analysant le document, vous montrerez l'évolution de la place et des droits des femmes dans la société française à partir du début des années 1970.

Document : Discours du président de la République, François Mitterrand, à l'occasion de la journée internationale des femmes, le 8 mars 1982

Pour la première fois la nation française commémore officiellement, avec tout l'éclat (1) qu'elle mérite, la date du 8 mars 1857, que les femmes du monde entier ont choisi pour illustrer leur combat.

Cela n'aurait pas été possible non plus sans l'action des mouvements féminins qui ont forcé la reconnaissance des droits des femmes et mis en route d'importants changements sociaux. Je voudrais ici rendre hommage à celles, les plus connues comme les plus obscures, qui ont permis cette avancée. C'est à elles que l'on doit l'impressionnante évolution qui, en l'espace d'une génération, a commencé d'infléchir les comportements et arraché les premières réformes.

On ne peut plus aujourd'hui parler des femmes, de leurs droits, de la place qui doit être la leur dans la société comme on le faisait il y a 20 ans. Des perspectives nouvelles se sont imposées, en particulier au sein de toutes les forces porteuses du changement. Cela ne suffit pas, bien sûr, à faire que les problèmes soient résolus.

Mais cela constitue la base à partir de laquelle nous pouvons agir. Une première page a été écrite. Reste à remplir la seconde. Reste non seulement à renforcer les droits de la femme mais surtout à les faire passer dans les faits. [...]

Les objectifs sont simples à définir. Ils répondent aux exigences que manifestent les femmes d'aujourd'hui : autonomie, égalité et dignité.

Pourquoi ces exigences ? Parce que la réalité sociale les contredit. Parce que, quels que soient les progrès réalisés, la situation de la femme dans notre société reste marquée par la dépendance, l'inégalité et le non-respect du droit de la personne.

Il est inutile que je reprenne maintenant des chiffres bien connus de celles et de ceux qui m'écoutent. Ils montrent que les femmes sont majoritaires parmi les smicards, les chômeurs, les allocataires du minimum vieillesse, les personnes auxiliaires, temporaires, vacataires, tandis qu'elles sont minoritaires parmi les bénéficiaires de la formation ou de la promotion professionnelle alors qu'elles sont majoritaires dans la nation.

Je ne m'attarderai pas, non plus, sur les inégalités qui subsistent ou resurgissent entre hommes et femmes dans tous les compartiments de la vie sociale et professionnelle.

Allons tout de suite à l'essentiel. L'autonomie de la femme c'est d'abord, dans notre société, l'autonomie économique. Elle se concrétise dans la plus grande majorité des cas, par l'exercice, ou par l'acquisition des moyens de l'exercice d'une activité professionnelle. Les femmes ont été ces dernières années, de plus en plus nombreuses à revendiquer le droit à l'emploi. Rares sont celles, dans les générations nouvelles, qui ne cherchent à exercer leur droit à cette formation professionnelle.

Note (1) : Date à laquelle des ouvrières du textile se sont mises en grève à New York pour demander, entre autres, l'égalité salariale avec les hommes. Source : site Internet de l'Élysée

Thème IV Nouveaux rapports de puissances et enjeux mondiaux depuis 1991

I – Vers un monde multipolaire

II – L'évolution de l'Europe des années 1990 à nos jours

III – Les évolutions de la République française depuis 1991